



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 08/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT GOBAIN PAM

Avenue Camille Cavallier
BP 129
54700 PONT-À-MOUSSON

Références : 1759_2023
Code AIOT : 0006200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2023 dans l'établissement SAINT GOBAIN PAM implanté Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 26/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre des actions collectives 2023 : "2.2.7 – fonderies".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT GOBAIN PAM
- Avenue Camille Cavallier Adresse Exclusive BP 129 54700 Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAINT GOBAIN PAM implantée sur le territoire des communes de Pont-à-Mousson et Blénod-lès-Pont-à-Mousson, fabrique des canalisations en fonte ductile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Paramètres des conduits	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 3.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Valeur limite d'émission en concentration canalisée	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 3.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Surveillance des poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13.2.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Mesures continues	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13.2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Limitation des émissions diffuses	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 3.2.2	/	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13.2.1.8	/	Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nomenclature	Code de l'environnement du 28/10/2019, article R 511-9	/	Sans objet
2	Equipements de l'installation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 3.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	paramètres de la surveillance	AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.1.1	/	Sans objet
7	Valeur limite d'émission en flux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 71	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection montre des similitudes avec les établissements de même activité, contrôlés dans le cadre de l'action régionale fonderie 2023 : des absences de prescriptions dans l'arrêté préfectoral (flux diffus et canalisés), des méconnaissances d'émissions atmosphériques ...

Plusieurs écarts relevés lors du contrôle conduisent l'inspection à proposer à Madame le Préfet un arrêté de mise en demeure :

- la vitesse d'éjection du conduit de four de traitement magnésium est inférieure à 8 m/s ;
- les rapports de la surveillance environnementale, de la surveillance des diffus en poussière et des mesures continues en poussière n'ont pas été transmises à l'inspection après relance ;
- les valeurs limites d'émission (VLE) en concentration pour les diméthyléthylamines (DMEA) pour le noyautage FA1 et la poussière pour le noyautage Croning LFC10 ne sont pas respectées ;
- des émissions diffuses ont été observées pour le four de traitement de magnésium alors qu'il bénéficie d'un dispositif de canalisation des émissions.

Par ailleurs, il est nécessaire de compléter les prescriptions actuelles par un arrêté préfectoral complémentaire sur les sujets suivants :

- la réalisation d'une étude technico économique quant à la canalisation des rejets des fours de réchauffages ;
- l'ajout de valeurs limites pour les flux horaires et annuels de l'établissement, en lien avec les hypothèses de l'étude de risque sanitaire ;
- la mesure de paramètres supplémentaires suite au retour d'expérience des visites et études dans les ICPE fonderie.

Enfin, des prescriptions inadaptées ou susceptibles de suite ont été constatées lors de l'inspection. En effet, les canalisations de l'établissement ne sont pas répertoriées correctement dans l'arrêté préfectoral complémentaire. De même, la nouvelle rubrique 1978, créée en 2019 par décret doit faire l'objet d'un positionnement de l'exploitant dans le cadre de l'antériorité.

Ces derniers constats donnent lieu à des demandes supplémentaires avec une réponse attendue dans un délai de 3 à 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/10/2019, article article R 511-9					
Thème(s) : Risques chroniques, nomenclature					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Les installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 1978, solvants organiques (installations et activités listées à l'annexe VII de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles), sont soumises aux dispositions du présent arrêté. 1978. Solvants organiques (Directive IED) - applicable à compter du 1er janvier 2020 1.9 Solvants organiques (Directive IED) (Rubrique créée par le Décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019) Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : <u>Rubrique créée à compter du 1er janvier 2020</u> <table border="1" data-bbox="196 958 1430 1099"><tr><td>1978</td><td>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</td><td></td></tr></table>			1978	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :	
1978	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :				
Constats : L'exploitant utilise des solvants dans son établissement pour plusieurs process. Ces diverses activités sont à classer sous la rubrique 1978, créée par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019. A ce jour, aucune information n'a été transmise par l'exploitant quant à l'appartenance de cette activité à la rubrique précitée.					
Observations : Il conviendra au vue de l'antériorité de l'activité, que l'exploitant justifie l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du décembre 2019 dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport. Pour rappel, un courrier en 2013 de l'exploitant indiquait le classement sous les rubriques 3110, 3220, 3240, 3260 de l'établissement avec comme rubrique principale 3220. Aussi, il conviendra de modifier à cet égard les dispositions de l'APC du 6 décembre 2010 afin de mettre à jour le classement des activités au titre des ICPE .					
Type de suites proposées : Susceptible de suites					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 2 : Equipements de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 3,2,2

Thème(s) : Risques chroniques, Equipement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les points de rejets atmosphériques sont les suivants :

CENTRIFUGATION 7M							
Mûrissement 7M - Etuve	S71	500	3 485	TS	0,35	18	5
Wet-spray machine	471			CF	0,95	15	8
Métallisation zingage	472	22 000	3 485	ZN	0,75	13	8
Brossage des tuyaux avant vernis	473			PF	0,4	9,4	8
Préchauffage tuyaux	C 70			CG	0,95	10	8
Chariot peinture extérieur	C71			TS	0,95	10	8
Retouche manuelle	C72			TS	0,95	10	8

FONDERIE de Blénod les Pont-à-Mousson							
Disamatic :							
Dépoussiéreur LUHR	33	115 000	2 244	PF	0,47	12,8	8
Fusion : Traitement	016	20 000	2 652	FF	0,94	13,3	8

page 22 sur 100

Secteur / Point de rejet	Repère	Débit (Nm3/h)	Heures de marche	Type de rejet	Diamètre	Hauteur cheminée (en mètre)	Vitesse d'éjection minimale (en m/s)
magnésium fil fourré							
1000x1000n°1 : Grenailleuse GF	011	28 000	1 919	PF	1,1	15,4	8
1000x1000n°1 : Refroidissement Kuttner	012	60 000	1 919	PF	1,68	15,58	8

1000x1000n°1 : Tonneau sablerie côté route	013	33 000	1 919	SF	0,82	16	8
1000x1000n°1 : Tonneau sablerie côté canal	014	31 00	1 919	SF	0,82	17	8
1000x1000n°1 : Petit tonneau dépoussiéreur crible	017	14 000	1 919	SF	0,69	18	8
1000X1000n°2 : Grenailleuse Sisson (cabine)	021	20 000	2 336	PF	0,8	9,5	8
1000X1000n°2 : Dépoussiéreur sablerie (BMD)	027	180 000	2 336	PF			8
Finissage petites pièces	025 bis	7 000	4 160	PF	0,50	12	8
VBI	F01			TS	0,71	10,5	8
VBI	F02			TS	0,5	10	8
VBI	F03			TS	0,34	8,5	8
VBI	F04			TS	0,42	10	8
VBI	F05			TS	0,5	10	8
Goudronnage	F10			TS	0,57	16	8
Goudronnage	F11			TS	0,79	16,5	8
Goudronnage	F12			TS	0,6	16	8
Goudronnage	F13			TS	0,61	18	8
Chaudière Halle	FC01			CG	0,88	12,06	8
Noyautage Croning	LFC10			SN			8
Noyautage FA1	LFC11			SN			8
Noyautage voisin				SN			8
Noyautage Osborn 1 & 2 (laveur DMEA)				SN			8

Constats :

Par sondage, l'inspection a contrôlé dans l'activité fonderie les conduits suivants sur le terrain :

- fusion traitement magnésium fil fourré : 016
- sablerie/ noyautage : 0,13, LFC
- coulée : 471.

Plusieurs conduits dans l'arrêté préfectoral, n'ont pas de données sur la hauteur de cheminée ou le débit.

Observations :

Compte-tenu de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant de **compléter les données sur les hauteurs de cheminées, les débits dans un délai maximal de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.**

Par ailleurs, l'exploitant vient d'installer une nouvelle chaîne de production DISA 5 en déposant un porter à connaissance à la préfecture: le conduit correspondant sera intégré à l'APC.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Paramètres des conduits

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 3.2.2																																															
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse de conduits																																															
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet																																															
Prescription contrôlée : Les points de rejets atmosphériques sont les suivants :																																															
<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="8">FONDERIE de Blénod les Pont-à-Mousson</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Disamatic :</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>Dépoussiéreur LUHR</td><td>33</td><td>115 000</td><td>2 244</td><td>PF</td><td>0,47</td><td>12,8</td><td>8</td></tr> <tr> <td>Fusion : Traitement</td><td>016</td><td>20 000</td><td>2 652</td><td>FF</td><td>0,94</td><td>13,3</td><td>8</td></tr> </tbody> </table>								FONDERIE de Blénod les Pont-à-Mousson								Disamatic :								Dépoussiéreur LUHR	33	115 000	2 244	PF	0,47	12,8	8	Fusion : Traitement	016	20 000	2 652	FF	0,94	13,3	8								
FONDERIE de Blénod les Pont-à-Mousson																																															
Disamatic :																																															
Dépoussiéreur LUHR	33	115 000	2 244	PF	0,47	12,8	8																																								
Fusion : Traitement	016	20 000	2 652	FF	0,94	13,3	8																																								
page 22 sur 100																																															
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Secteur / Point de rejet</th><th>Repère</th><th>Débit (Nm³/h)</th><th>Heures de marche</th><th>Type de rejet</th><th>Diamètre</th><th>Hauteur cheminée (en mètre)</th><th>Vitesse d'éjection minimale (en m/s)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>magnésium fil fourré</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr> <td>1000x1000n°1 : Grenailleuse GF</td><td>011</td><td>28 000</td><td>1 919</td><td>PF</td><td>1,1</td><td>15,4</td><td>8</td></tr> <tr> <td>1000x1000n°1 : Refroidissement Kuttner</td><td>012</td><td>60 000</td><td>1 919</td><td>PF</td><td>1,68</td><td>15,58</td><td>8</td></tr> <tr> <td>1000x1000n°1 : Tonneau sablerie côté route</td><td>013</td><td>33 000</td><td>1 919</td><td>SF</td><td>0,82</td><td>16</td><td>8</td></tr> </tbody> </table>								Secteur / Point de rejet	Repère	Débit (Nm ³ /h)	Heures de marche	Type de rejet	Diamètre	Hauteur cheminée (en mètre)	Vitesse d'éjection minimale (en m/s)	magnésium fil fourré								1000x1000n°1 : Grenailleuse GF	011	28 000	1 919	PF	1,1	15,4	8	1000x1000n°1 : Refroidissement Kuttner	012	60 000	1 919	PF	1,68	15,58	8	1000x1000n°1 : Tonneau sablerie côté route	013	33 000	1 919	SF	0,82	16	8
Secteur / Point de rejet	Repère	Débit (Nm ³ /h)	Heures de marche	Type de rejet	Diamètre	Hauteur cheminée (en mètre)	Vitesse d'éjection minimale (en m/s)																																								
magnésium fil fourré																																															
1000x1000n°1 : Grenailleuse GF	011	28 000	1 919	PF	1,1	15,4	8																																								
1000x1000n°1 : Refroidissement Kuttner	012	60 000	1 919	PF	1,68	15,58	8																																								
1000x1000n°1 : Tonneau sablerie côté route	013	33 000	1 919	SF	0,82	16	8																																								
Constats : D'après le rapport d'auto surveillance du laboratoire agréé du 7 juin 2022, le conduit de la fusion traitement magnésium est mesurée avec une vitesse de 4,76 m/s au lieu de 8 m/s pour un débit à 10 000 m ³ /h.																																															
Observations : L'inspection proposera à Madame le préfet un projet de mise en demeure sur le respect de la prescription.																																															
Type de suites proposées : Avec suites																																															
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription																																															
Proposition de délais : 6 mois																																															

N° 4 : paramètres de la surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 13.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, paramètres de la surveillance

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le tableau fixe des valeurs limites par type de rejets tels que définis à l'article 13.2.1.1 ainsi que la concordance avec chacun des points de rejets :

Concentrations instantanées en mg/Nm ³ (sauf PCDD/PCDF)	CG	FF	PF	SF	SN	CF	TS	MP	ZN
PCDD/PCDF	0,1 ng/Nm ³								
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3%	-	-	-	-		Gaz Sec	-	-
Poussières	10 ⁽¹⁾	20	20	20	20	20	20	20	40
SO ₂	250								
NO _x en équivalent NO ₂	300						100 ⁽⁴⁾		
CO	100						100 ⁽⁵⁾		
Particules organiques en équivalent C							5		
CH ₄							50 ⁽⁴⁾		
COV Non méthanique					110 ⁽¹⁾	110 ⁽³⁾	50 pour le séchage, 75 pour l'application		
COV Non méthanique, avec utilisation d'une technique d'oxydation							20		
Diméthyléthylamine					5 ⁽²⁾				
Cd	0,05	0,05						0,05	
Hg	0,05	0,05						0,05	
Tl	0,05	0,05						0,05	
Cd + Hg + Tl	0,1	0,1						0,1	
As+Se+Te	1	1						1	
Pb	1	1						1	
Sb + Cr total + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5	5						5	5
Benzène					2				
Phénols					20				
HAP (16 US EPA)	0,05								

Constats :

Suite aux visites d'inspection dans les entreprises de fonderie dans la région Grand Est et la version préliminaire du BREF SF (2^{ème} version mai 2023), la présence de COV Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (benzène, formaldéhyde) et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (phénol), HAP pour la coulée (CF), a été relevée et est mesurée annuellement.

L'arrêté préfectoral en vigueur ne prescrit pas de valeur limite d'émission (VLE) et de suivi de ces paramètres.

Observations : Afin de compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur, l'inspection propose à Madame le Préfet un projet d'arrêté complémentaire prescrivant un suivi des émissions de COV substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (benzène, formaldéhyde) et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 (phénol), HAP pour les installations associées aux activités de la coulée de fonte (CF), sur 4 campagnes semestrielles de mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Valeur limite d'émission en concentration canalisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 3,2,3									
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des concentrations d'émissions canalisées									
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet									
Prescription contrôlée : Le tableau fixe des valeurs limites par type de rejets tels que définis à l'article 3.2.2 ainsi que la concordance avec chacun des points de rejets :									
Concentrations instantanées en mg/Nm ³ (sauf PCDD/PCDF)	CG	FF	PF	SF	SN	CF	TS	MP	ZN
PCDD/PCDF	0,1 ng/Nm ³								
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3%	-	-	-	-		Gaz Sec	-	-
Poussières	10 ⁽¹⁾	20	20	20	20	20	20	20	40
SO ₂	250								
NO _x en équivalent NO ₂	300						100 ⁽⁴⁾		
CO	100						100 ⁽⁴⁾		
Particules organiques en équivalent C							5		
CH ₄							50 ⁽⁴⁾		
COV Non méthanique					110 ⁽³⁾	110 ⁽³⁾	50 pour le séchage, 75 pour l'application		
COV Non méthanique, avec utilisation d'une technique d'oxydation							20		
Diméthyléthylamine					5 ⁽²⁾				
Cd	0,05	0,05						0,05	
Hg	0,05	0,05						0,05	
Tl	0,05	0,05						0,05	
Cd + Hg + Tl	0,1	0,1						0,1	
As+Se+Te	1	1						1	
Pb	1	1						1	
Sb + Cr total + Co + Cu + Sn + Mn + Ni+ V + Zn	5	5						5	5
Benzène					2				
Phénols					20				
HAP (16 US EPA)	0,05								

Constats :
 Par sondage l'inspection a vérifié les rapports du laboratoire de contrôle agréé qui montrent les mesures suivantes :
 Pour le noyautage FA1, date de réalisation le 5 octobre 2022 :
 - COVNM : 2,99 mg/Nm³ ;
 - COVT : 29,96 mg/Nm³ ;
 - DMEA : 11,92 mg/Nm³ ;
 - poussière : 0,5 mg/Nm³ ;

 Pour le noyautage Croning LFC10, date de réalisation le 22 février 2023 :
 - COVNM : 38,88 mg/Nm³ ;
 - COVT : 62,93 mg/Nm³ ;

<p>- DMEA : 1,183 mg/Nm³</p> <p>- poussière : 32,01 mg/Nm³.</p> <p>Le diméthyléthylamines (DMEA) pour le noyautage FA1 (concentration de 11,92 mg/Nm³ pour une VLE de 5 mg/Nm³) et la poussière (concentration de 32,01 mg/Nm³ pour une VLE de 20 mg/Nm³) pour le noyautage Croning LFC10 ne sont pas conformes aux VLE.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection en date du 12 juillet 2023 que des contre mesures de poussières sur la noyautreuse CRONING et de DMEA sur la noyautreuse FA1 aura lieu semaine 29. Les résultats et les actions correctives, le cas échéant, seront transmises à l'inspection dès réception du rapport.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection proposera à Madame le préfet un projet de mise en demeure sur le respect de la prescription.</p> <p>L'inspection rappelle que l'exploitant doit transmettre les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Surveillance des poussières diffuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13,2,1,3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, surveillance</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des émissions diffuses est évalué périodiquement et au moins tous les trois ans. Les émissions diffuses représentant une part notable des flux autorisés sont évaluées tous les ans.</p> <p>L'ensemble des sources d'émissions de poussières diffuses est à prendre en compte comprenant au minimum les émissions provenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des voiries, - de la halle de coulée, de la désulfuration, du traitement au magnésium et des fours de maintien, - des installations de déchargement, stockage et manipulation des matières premières, - de l'activité de fonderie (sablerie, noyautage, décochage, coulée...), - des installations de stockage de déchets (voirie, zone non couverte), - du traitement et stockage temporaire de déchets
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer ces documents.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'inspection propose à Madame le Préfet un projet de mise en demeure sur le respect de la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Valeur limite d'émission en flux**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 3.2.4**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des flux d'émissions**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet**Prescription contrôlée :**

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère par l'ensemble de l'usine doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes (sommées des flux de polluants canalisés et diffus) :

Flux	t/an
Poussières totales, hors poussières diffuses issues de la halle de coulée	190
Poussières diffuses issues de la halle de coulée :	110 tonnes puis tendre vers un objectif 10 tonnes dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté
SO ₂	250
NO _x en équivalent NO ₂	70
CO	600
Benzène	0,2

Constats :

Les flux annuels sont prescrits pour l'ensemble de l'établissement. Les métaux ou dioxine n'ont pas d'autorisation en flux. Cette prescription ne permet pas de connaître les flux par conduit, par activité et selon les paramètres.

Observations :

L'inspection proposera à Madame le préfet un projet d'**arrêté complémentaire** pour la mise à jour des flux **horaire et flux annuels** selon l'étude de risque sanitaire (ERS) pour chaque polluant et conduits, dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Sans suite**Proposition de suites :** Sans objet

N° 8 : Mesures continues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13,2,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, mesures continues
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour chacun des points de rejets canalisés, lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composés de métaux suivants Cd, Hg, Tl, As, Se, Te, Pb, Sb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn, et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50 g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée. La liste des points de rejet soumis à cette disposition est réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Néanmoins et au minimum, les rejets canalisés suivants font l'objet d'une mesure en permanence des poussières : - Traitement au magnésium : 102.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en capacité de communiquer les mesures permanentes des émissions de poussières.</p>
<p>Observations : L'inspection proposera à Madame le Préfet un projet de mise en demeure sur le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Limitation des émissions diffuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/12/2010, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des installations pour prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations, de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite de l'atelier de fonderie, d'importants rejets de diffus, en particulier lors de la fusion du traitement de magnésium, malgré la présence d'un conduit de cheminée doté d'aspiration. L'exploitant mentionne la possibilité d'une absence de nettoyage à l'origine de ces émissions.</p> <p>Par ailleurs, l'atelier des 5 fours de réchauffage de la fonte ne possède pas de système de captation des rejets gazeux et émet des émissions diffuses lors du transfert de la fonte dans les poches de coulée et lors du réchauffage.</p>
<p>Observations : Pour ces raisons, il est proposé à Madame le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de prendre les mesures nécessaires, notamment d'un point de vue organisationnel, pour limiter les émissions diffuses du conduit de la fusion du traitement de magnésium sur un délai de 3 mois En parallèle, il est envisagé de demander à l'exploitant, par arrêté complémentaire, d'engager les études afin de limiter les émissions diffuses dans cet espace, à savoir capter les émissions diffuses à l'intérieur de son atelier, sous un délai maximal de 12 mois</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois et 12 mois

N° 10 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2010, article 13.2.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant devra assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières dans l'environnement. Les polluants à surveiller sont a minima les suivants : Poussières sédimentables et en suspension, NOx ; SO2 ; Hg gazeux ; Pb ; Cd ; Cr ; Cu ; Mn ; Ni ; Zn. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche, en un point représentatif des conditions météorologiques locales.</p>
<p>Constats : L'exploitant expose en réunion les résultats de la dernière campagne de mesure « été 2021-printemps 2022 » réalisée par EuroLorraine. Le zinc au prélèvement 1 pour les jauges semble présenter une valeur supérieure à 1 000 (u/m³) par rapport aux autres jauges et aux autres années. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas évoqué d'actions correctives ou d'approfondissement des données récoltées lors de la campagne. Malgré la demande de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis le dernier rapport de campagne de surveillance de la qualité de l'air à l'inspection</p>
<p>Observations : L'inspection propose à Madame le préfet, d'une part de mettre en demeure l'exploitant sur le respect de la prescription, sous un délai maximal de 3 mois. D'autre part, l'arrêté préfectoral ne possédant pas de prescription sur la campagne de mesure, l'inspection propose à Madame le préfet un projet d'arrêté complémentaire pour compléter les dispositions concernant l'analyse des campagnes de mesures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois